



Je m'inscris ()

Pourquoi la dette publique française frôle les 100 % du PIB

Plus tard ()

Mathieu Castagnet , le 28/09/2018 à 15h37

EXPLICATION Selon les derniers chiffres de l'Insee publiés vendredi 28 septembre, l'endettement de l'Etat français a atteint 99 % du PIB en juin, après être brièvement passé au-dessus de 100 % mi-2017.

ZOOM



La dette française devrait avoisiner les 100 % du PIB à la fin de l'année. / Freshidea/Stock.adobe
La dette publique de la France a atteint 99 % du PIB à la fin du deuxième trimestre, selon les chiffres publiés vendredi 28 septembre par l'Insee. L'endettement de l'Hexagone frôle ainsi la barre symbolique des 100 %. Cette évolution doit néanmoins être analysée avec prudence, car les chiffres ont été bouleversés par une récente modification comptable autour de la dette de la SNCF.

Un chiffre en baisse malgré la hausse

(/Debats/Forum-et-debats/Philippe-Waechter-fisque-pays-zone-euro-2018-09-30-1200972637?

from_univers=lacroix) (/Economie/France/Eurostat-emet-reserves-recapitalisation-dAreva-2018-04-23-

1200933999?from_univers=lacroix)

Fin mars, selon les statistiques alors publiées par l'Insee, le déficit public se montait à

97,6 % du PIB. Avec un nouveau niveau de 99,3 % en juin, la hausse en un trimestre peut sembler

colossale. Ce n'est pas vraiment le cas. En effet, les chiffres du second trimestre sont les premiers à prendre en compte la dette de la SNCF, désormais comptabilisée avec celle de l'État.

Je m'inscris ()

À lire aussi



> **Le déficit 2017 rehaussé à 2,7 % du PIB** (<https://www.la-croix.com/Economie/France/Le-deficit-2017-rehausse-27-PIB-2018-09-06-1200966759>)

L'institut de la statistique a en effet annoncé début septembre que la branche « infrastructure » du transporteur ferroviaire devait être traitée non plus comme une entreprise mais comme une administration. Et que ce changement s'applique depuis 2016.

L'Insee a donc ajouté une somme de près de 40 milliards d'euros, autrefois portée par la SNCF, dans la dette publique. Soit un alourdissement d'un peu moins de 2 points de PIB. Ainsi, estime l'Insee, la dette fin mars 2019 n'a pas été de 97,6 % du PIB comme annoncé à l'époque mais plutôt de 99,3 %. Et le chiffre de 99 % pour le second trimestre apparaît donc en baisse de 0,3 point par rapport au premier trimestre.

Une barre déjà franchie

Avec la prise en compte de la dette de la SNCF, la France tutoie la barre de 100 % du PIB. À vrai dire, elle l'a même dépassé. Les nouveaux calculs montrent en effet que la dette a franchi ce seuil au premier trimestre 2017, à 100,7 % du PIB, avant de culminer à 100,9 % au second trimestre 2017. Elle est ensuite redescendue, finissant l'année 2017 à « seulement » 98,5 %.

Ces variations trimestrielles sont assez habituelles. L'État a tendance à davantage emprunter et à moins encaisser de recettes fiscales en début d'année. Les choses se rééquilibrent ensuite sur le second semestre. Voilà pourquoi les chiffres du premier et du second trimestres sont souvent plus élevés que le déficit véritablement atteint à la fin de l'exercice. Pour fin 2018, le gouvernement prévoit ainsi une dette de 98,7% et de 98,6% fin 2019.

À lire aussi



> **INFOGRAPHIE - Les chiffres du déficit français à la loupe** (<https://www.la-croix.com/Economie/France/INFOGRAPHIE-chiffres-deficit-francais-loupe-2018-03-26-1200926799>)

(/Debats/Forum-et-debats/Philippe-Waechter-risque-pays-zone-euro-2018-09-30-1200972637?from_univers=lacroix)

(/Economie/France/Eurostat-emet-reserves-recapitalisation-dAreva-2018-04-23-1200926799)

Des taux toujours très bas

Le **FRANCE (/Economie/France)** le la dette, passée de 65 % à près de 100 % du PIB en dix ans, n'a pour le mo **LA CROIX** as vraiment de répercussions économiques. La France continue à emprunter à des taux d'intérêt historiquement faibles pour financer sa dette, y consacrant tout de même plus de 40 milliards d'euros par an.

« Le seuil de 100 % est uniquement symbolique. C'est un peu la même chose que lorsque la France avait perdu sa notation Triple A en 2012. Cela ne change rien mais cela confirme notre difficulté à stabiliser la dette. C'est évidemment un grand danger sur le long terme, car lorsque les taux d'intérêt vont remonter, la charge financière de la dette va s'envoler », rappelle François Écalle, ancien membre de la Cour des comptes, créateur du site fipeco.fr.

L'écart grandissant avec l'Allemagne

Selon les prévisions du gouvernement, le ratio de dette de la France ne devrait se réduire que très lentement dans les années à venir. De quoi creuser l'écart avec l'Allemagne. Outre-Rhin, en effet, la trajectoire de redressement est bien plus nette.

« La commission européenne prévoit que Berlin aura une dette à 60,2 % de son PIB en 2018. Et comme les Allemands ont tendance à faire mieux que leurs prévisions, ils pourraient repasser la barre des 60 % cette année ». Pour François Écalle, cette divergence grandissante entre les deux principales économies européennes « pourrait vite devenir problématique et source de tensions dans la zone euro ».

Mathieu Castagnet

Newsletter

Inscrivez-vous pour recevoir l'essentiel de l'actualité de La Croix.

S'inscrire



Données personnelles

Et aussi



Le déficit 2017 rehaussé à 2,7 % du PIB (/Economie/France/Le-deficit-2017-rehausse-27-PIB-2018-09-06-1200966759)

Des modifications dans la façon de prendre en compte la dette de la SNCF et la

recapitalisation d'Areva font augmenter le déficit-2017- ([/Debats/Forum-et-debats/Philippe-Waechter-risque-pays-zone-euro-2018-09-30-1200972637](#)) ([/Economie/France/Eurostat-emet-reserves-recapitalisation-d-Areva-2018-04-23-1200966759](#))